

## Jean-Dominique BOUTIN

Biogéographe, pédologue expert, Chargé de Mission retraité de Chambre d'Agriculture, Professeur (Géologie-Pédologie...) émérite de l'École d'Ingénieur de la Nature et des Paysages de BLOIS.

Actuellement auto-entrepreneur en études : environnement, sols et géotechniques.

Membre de la CLI de CHINON, du CA de l'ANCCLI, du PNGMDR (ASN), où les questions concernant l'enfouissement sont débattues, je suis fortement impliqué, en participant à de nombreuses manifestations nationales au sein des organismes représentatifs : CoDir-PA (ASN), GEPPA (Anccli), auprès de l'IRSN, etc. Je suis donc instruit des tenants et aboutissants de la filière nucléaire.

### contact //

Jean-Dominique BOUTIN

Site [boutin.dom/wanadoo.fr](http://boutin.dom/wanadoo.fr)

## « L'IGNORANCE TOUJOURS MÈNE À LA SERVITUDE »

### // Sur la géologie

Professeur d'Université, mes compétences en géographie physique et géologie m'ont invité à investir ce domaine d'appréciation du projet.

Membre de l'ANCCLI, j'ai croisé l'Andra qui m'a ouvert son site-laboratoire de BURE. La visite fut excellente et la réponse aux questions, franche. Un échange courriel technique avec des spécialistes a suivi afin d'asseoir les notes.

A ma demande et pour une réflexion complémentaire, l'IRSN a invité l'ANCCLI, à visiter son site de recherche de TOURNEMIRE. Tous ces échanges participent à la construction de mon avis d'acteur.

- **Aucune confiance en la stabilité géologique** : la connaissance est encore incertaine. Par exemple, la construction des centrales s'est appuyée sur la sismicité et la tectonique telles qu'appréciées dans les années 1970-80. Or la théorie de la tectonique des plaques n'a été avalisée qu'en 1985. La doctrine revue dans les années 90, obligea la requalification des sites et des installations. Les **ECS post-Fukushima démontrent encore que rien n'est assuré dans ce domaine. L'IRSN, récemment (19/6/13) l'a réaffirmé.** Les travaux engagés à Bure, aussi bons soient-ils, ne peuvent conclure.
- Les **appréciations tomographiques de la microfissuration par l'IRSN démontrent que toutes autres méthodes sont insuffisantes.** Ces technicités semblent ignorées à BURE. Comment dès lors assurer qu'il n'existe pas de fissuration si on n'utilise pas la méthode la plus performante pour la déceler ?

- **Le site serait d'une grande homogénéité de matériaux.** Or, en qualifiant LA strate du Callovo-oxfordien on affirme le contraire : deux strates distinguées ne peuvent pas être « homogènes ». La réponse fournie semble prouver le contraire. Sur le site du labo, peut-être, mais latéralement l'incertitude de la continuité des faciès latéraux n'est-elle pas à craindre ?
- Faut-il commenter l'information récurrente de l'Andra concernant l'absence de ressources géothermiques des strates inférieures s'opposant ainsi fortement aux connaissances des organismes ad hoc et notamment de notre expert national, le BRGM ? **Erreur d'appréciation ou mensonge avéré ? Dans les deux cas, il y a une véritable dépréciation de la chose géologique insinuant un doute majeur sur les autres affirmations.**
- **Des temps géologiques amplement sous-estimés : des affirmations très optimistes.** Le raisonnement se fait sur 100 000 ans,

mais le dernier volcanisme du Massif Central est plus récent puisque exprimé en milliers d'années. Idem le dernier inlandsis du würm et les pressions associées, macro-événements mal appréciés au regard des changements climatiques. Par exemple, le niveau des mers était inférieur de 100 mètres lors du würm et plus encore lors des glaciations précédentes.

**Géologiquement, si le site semble présenter des capacités de haut niveau, de grands fous persistent ne permettant pas de conclure à la faisabilité. Les aléas naturels de grande ampleur doivent inciter à plus de méfiance et à une capacité d'adaptation au fil du temps.**

**Par ailleurs, combien de géologues sur la question ? Quel regard pluraliste sur le site (Cf. cahier d'acteurs scandinaves (?)) sur la sismicité ? Quelle indépendance des chercheurs dédiés ? ■**

## // Sur la géotechnique

- **La marne encaissante est dite imperméable.** Néanmoins, l'eau a été datée de 50 000 ans, qui montre que dans une strate de 150 millions d'années, les eaux se sont infiltrées très tardivement. Certes l'explication d'un géologue de l'Andra justifiant la difficulté de dater ces molécules est recevable, mais cela montre bien que **l'incertitude persiste sur la « réelle » imperméabilité des matériaux sur le long terme.**
- Admettons cette imperméabilité. **Après manipulation, le foisonnement naturel,** caractéristique des marnes, laisse perplexe sur le retour de la qualité première. Insuffisamment technicien pour juger pleinement des technologies retenues, je considère que **l'aléa géotechnique est majeur** par le fait que **l'aléa naturaliste est inimaginable.** Les événements japonais l'ont rappelé, hélas ! Impossible d'envisager toutes les « anormalités » du milieu naturel : les roches, trop souvent qualifiées d'« inertes », n'échappent pas au concept

« positif » de biodiversité. Pour preuve, les réflexions non unanimes sur les diagénèses éventuelles. Quant aux scellements proposés seront-ils jamais validés ?

- Sur **la capacité des matières et matériaux à résister à LT, confinés, et au contact de matières fortement radioactives : aucun recul.** Nous n'en saurons pas plus dans un siècle, quand la « réversibilité » sera caduque : quel risque conceptuel !
- Induration liée à une « cuisson » des argiles par la chaleur dégagée ? Fragilisation face aux petits mouvements déjà enregistrés dans les cavités réalisées ? Cette fissuration « tardive » est sous-évaluée.

**Les technologies utilisées innovantes, semblent aller dans le bon sens, mais aucune certitude ne peut s'en dégager. D'ailleurs le concept même d'« innovation » suffit pour affirmer qu'aucune technologie éprouvée ne répond à la question posée. Peut-on dès lors engager autant de responsabilités pour le futur ? ■**

## // Sur la politique générale de la gestion des déchets

- Au sein du PNGMDR, il apparaît **peu d'adhésion des producteurs de déchets radioactifs** que sont AREVA, EDF et CEA, au projet. Certes ils seront « obligés » de déposer leurs déchets-matières en ce lieu. Mais avec quelle autorité, quel mode de dérogations et surtout quels recours juridiques en cas de refus ?
- Le PNGMDR démontre que **l'inventaire des déchets n'est pas abouti**. Quel stockage réel faut-il prévoir ? Mystère, quand plane un grand flou sur l'avenir de la filière nucléaire. Arrêt ou non ? Prolongement à 30, 40 ou 50 ans des réacteurs ? On parle de souplesse : quis ? In « Les essentiels », l'Andra s'interroge elle-même, sur cet état de fait. Comment pouvoir conclure ? A supposer que le projet soit acté, quel sera le dimensionnement exact au vu de ces incertitudes chiffrées ? Prévoir des extensions incertaines ? Des annexes moins qualifiées ? Des « avenants » d'opportunités ?
- **L'origine française exclusive des déchets semblait actée**. Or, un précédent « ridicule » mais fâcheux vient d'apparaître : la gestion des déchets monégasques serait acceptée sur le territoire national. N'est-ce pas la porte

ouverte à des produits d'origines diverses ? L'argumentation est déjà audible : entrée de devises, amortissement de l'installation, « notoriété » de la filière nucléaire française, sans entrer dans des considérations plus polémiques ? L'Europe et ses directives n'obligeront-elles pas à « l'ouverture du marché » ? La France pourrait-elle s'opposer à une telle « obligation » ?

- Membre du CA de l'ANCCLI, j'adhère aux questions exposées à la page 5 de son livre blanc III, sur les déchets radioactifs. Comment peut-on parler « débat public » quand nombre d'interrogations n'ont pas été posées et que la réponse est déjà « unique » ?

**L'ensemble des débats, celui-ci, mais aussi tous les autres dans les instances de concertation et de dialogue (IRSN, ASN, HCTISN, voire en Région sur la Transition énergétique) montre que, même sereines, les conclusions restent floues. L'explication est que tous les acteurs ne jouent pas dans la même cour. Pourtant publics avertis, nous n'avons aucune clef d'infléchissement d'une politique arrêtée par un groupuscule (Commission PEON, par exemple). Tiendra-t-elle compte de nos avis aussi pertinents soient-ils ? ■**

## // Sur la forme du débat

- Sans polémiquer, **il est anormal, pour un dossier aussi important pour l'histoire du monde industriel** voire pour l'Histoire, qu'une telle forme ait été « imposée » par l'autorité parlementaire : un choix est arrêté et on discute ensuite des conditions d'acceptation de ce choix. Démocratiquement inconcevable ! Malgré le respect dû aux Parlementaires, leur connaissance était-elle suffisante pour décider du « choix unique » proposé ? Elu en d'autres temps, je mesure bien le mode de « vote » qui a « acté », en 1991, puis en 2006, ladite « décision ».
- Lors de **journées de « dialogue ANCCLI/ IRSN »**, ouvertes et réalisées dans de bonnes conditions de fonctionnement (écoutes

mutuelles, échanges calmes, confrontations d'idées...) **la question d'un PLAN B, pour la gestion des déchets sur le long terme, a été abordée** à plusieurs reprises. Pourquoi, ce qui apparaît possible entre « citoyens avertis » et « structures dédiées », ne peut être ré-abordé ici ?

- La **superposition des deux débats majeurs sur l'énergie** (Transition Énergétique et Cigéo) est une invraisemblance intellectuelle. En confiant le premier à des « nucléocrates convaincus », l'aveu a été fait que les débats étaient « bidonnés ». La décision de prolonger la durée de vie des réacteurs, à 50 ans, dans la période du débat, confirme la mascarade. La preuve est faite que les conclusions du débat citoyen ne serviraient que de leurre démocratique. L'« annonce »

redéfinissant la donne, influait directement sur « notre » débat Cigéo. Preuve qu'il ne fallait pas les superposer.

- N'était-ce pas de nature à ce que nombre de citoyens, d'associations et d'élus refusent de participer voire manifestent, au-delà même des « locaux », qui évidemment, pour ou contre, ne peuvent avoir un avis neutre sur le sujet ? Tous les débats, même éloignés de la région concernée, concluent à la même manipulation.

**Les jeux d'acteurs, ayant été bafoués dès l'origine, ont faussé les débats sur le fond comme sur la forme. Incomplètes de fait, les conclusions resteront partielles. Et il est bien dommage d'ailleurs que les participants honnêtes n'aient pu se distinguer de cet imbroglio. ■**

## C O N C L U S I O N

**Acteur bénévole (ANCCLI et PNGMDR)** et averti sur l'organisation de la filière nucléaire, **je considère que trop peu de réponses sont apportées** actuellement aux questions générales de l'avenir de cette énergie pour en tirer une vision claire et donc conclure sur la question des déchets.

Géographe, averti sur les questions géologiques dans leur ensemble, **je considère que trop peu de précisions et de connaissances, malgré les investissements réels,** permettent de conclure sur un projet finalement incertain.

**Militant averti depuis des décennies,** je constate que la filière nucléaire n'a **pas encore admis le concept de transparence et d'honnêteté dans sa construction** : les mensonges perdurant, comment finalement faire confiance au « système » ? **Le débat proposé, aussi honnête soit-il, aura pâti de ce mauvais jeu qui dure depuis trop longtemps : la confiance n'existe plus.**

**Citoyen,** je trouve **anormal que des décisions** aussi importantes **aient été entérinées par des parlementaires avant même que les connaissances soient actées** de façon pluralistes et en l'absence de tout contre-projet. Je trouve tout aussi **inconséquent d'avoir à me prononcer sur un choix alors qu'il apparaît d'autres pistes possibles** qui n'auront même pas été approchées. Comment dès lors conclure ?

**Aussi, cet avis n'est pas simplement le reflet d'un sentiment mais le résultat d'une construction approfondie.**

**LE PROJET CIGEO N'EST PAS RECEVABLE.**

